# Les migrations, vecteurs de changements sociaux en Roumanie

Swanie Potot[*]

Article paru dans *La Nouvelle Alternative*, vol.21, n°71, décembre 2006, pp.35-46.

Si, en Occident, les migrations économiques en provenance de pays plus pauvres sont toujours regardées avec méfiance, dans les régions de départ, elles apparaissent souvent comme une ressource salutaire et ouvrent de nouveaux horizons pour des populations à l'avenir incertain. Dans de nombreux Etats d'Europe de l'Est, la fin des régimes communistes a eu pour conséquence immédiate l'ouverture de leurs propres frontières et, bien que l'Union Européenne ait conjointement fermé les siennes, la transition vers un système capitaliste a été marquée, dès le début des années quatre-vingt-dix, par un accroissement de la mobilité entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Dans les lignes qui suivent, je propose d'analyser ces migrations temporaires non comme un phénomène marginal, subséquent au processus de transition, mais au contraire comme une composante *par le bas*[1] de ce procès.

Cette analyse se concentre sur les migrations temporaires roumaines vers l'Europe de l'Ouest et leurs effets sur les zones de départ. Un premier point vise, à partir d'enquêtes de terrain, à mieux définir cette mobilité afin de comprendre le contexte qui lui donne forme ainsi que le sens qu'elle revêt pour ses acteurs. Dans un deuxième temps, on montrera que les migrants transnationaux, par leur situation d'entre-deux, jouent un rôle dans l'évolution des communautés locales postcommunistes et y favorisent le développement de modèles socio-économiques occidentaux.

## DES CIRCULATIONS, PAS D'EMIGRATION

L'étude s'appuie sur plusieurs années d'enquête de terrain de type qualitatif menées auprès de migrants roumains tant dans leurs régions d'origine que lors de leurs séjours en France (Paris, Nice), en Espagne (province d'Almería) et en Grande Bretagne (Londres). Deux groupes ont fait l'objet d'un suivi particulier. Le premier est constitué de personnes relativement jeunes, entre dix-huit et trente ans, issus d'une ville moyenne de Roumanie, proche de Bucarest. Cette population, estimée à environ trois cent personnes, a pour la grande majorité, un niveau d'étude équivalent au baccalauréat ou, souvent, supérieur. Certains ont déjà exercé une profession dans leur pays d'origine –les enseignants étant sur-représentés-

[*] Chargée de recherche au Laboratoire Méditerranéen de Sociologie (UMR 6127), Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Aix-en-Provence, potot@mmsh.univ-aix.fr.

[1] Alejandro Portes, "La mondialisation par le bas", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, septembre 1999:15-25.

tandis que d'autres ne sont pas encore entrés sur le marché du travail ou ont terminé prématurément leurs études. Bien que certaines des personnes rencontrées soient mariées, parfois avec enfants, avant leur premier départ elles partageaient toutes le foyer de leurs parents ou de la famille proche. C'est, dans un premier temps, entre 1998 et 2000, vers Nice, en France, que ces personnes effectuaient des migrations de quelques mois, sous couvert de séjours touristiques qui se transformaient parfois en demande d'asile ou en séjours irréguliers. Le créneau principal de ces migrants consistait à se faire employer comme vendeurs de journaux de rue, occupation destinée à un public précarisé en France. L'application qu'ils apportaient à cet ouvrage leur permettait d'épargner chaque mois plusieurs centaines d'euros en vue de les épargner ou des les envoyer à leur famille. A cette époque, les couples migrants étaient plutôt rares et les hommes célibataires largement majoritaires ; toutefois, durant les trois années d'observation sur la Côte d'Azur, une cinquantaine de femmes a pu être répertoriée, dont environ la moitié vivaient leur migration de façon autonome, sans leur conjoint[2]. Quelques personnes se sont installées en France durant plusieurs années, mais le schéma migratoire le plus répandu consistait en des séjours de quelques mois, renouvelés avec plus ou moins de régularité, mais toujours entrecoupés de longues périodes (au moins six mois) passées dans la ville d'origine. A partir de la fin de l'année 1999, cette pratique a sensiblement évolué, les journaux de rue, sous la pression des pouvoirs publics, rechignant de plus à plus à employer des étrangers sans permis de travail. Londres, où les petits boulots sont légion et le travail au noir relativement toléré, est alors progressivement devenue la destination principale de ces migrants. Les salaires dans le secteur du bâtiment ou de l'hôtellerie y étant bien plus avantageux que ceux que l'on peut espérer obtenir dans le sud de l'Europe et les pouvoirs publics ne semblant guère pourchasser les étrangers entrés irrégulièrement, Londres est devenue une destination particulièrement prisée. Avec la multiplication des passages et la *domestication* de ce pôle par des concitoyens, la migration temporaire vers la capitale britannique fut facilitée et, tout en restant dans le cadre d'un réseau lié à la ville d'origine, les profils des migrants se sont progressivement diversifiés : un public moins tourné vers l'aventure, plus âgé et plus féminisé est venu gonfler ce flux.

Parallèlement, une deuxième série d'enquête a porté sur un réseau migrant liant un département rural de la plaine du Danube à la province d'Almería dans le sud de l'Espagne où il existe une forte demande en main d'œuvre agricole peu qualifiée. Le profil social de ces migrants est différent du premier groupe étudié : d'âges divers, ils sont moins souvent

[2] Swanie Potot, "La place des femmes dans les réseaux migrants roumains", *Revue européenne des migrations internationales*, 21, 1, 2005:243-257.

diplômés et beaucoup sont issus de petites villes ou de villages. La majorité était en emploi avant leur premier départ, dans les usines ou dans les coopératives agricoles de la région. Il s'agit ici de plusieurs milliers de personnes, certes moins liées les unes aux autres, mais toutes issus de la même zone géographique et usant de stratégies identiques. Ce qui permet de faire l'hypothèse de l'existence d'un réseau élargi au sein duquel les informations circulent et des entraides sont possibles. En ce sens, on considère que malgré les différences qui peuvent apparaître, ces migrations relèvent du même type que les précédentes : il s'agit de mouvements continuels entre la Roumanie et l'Ouest de l'Europe, qui s'orientent et se renforcent par la multiplication des expériences individuelles et permettent ainsi d'élever le niveau de vie des migrants et de leurs proches dans le pays d'origine. Ces observations illustrent un phénomène de grande ampleur en Roumanie puisque 35% des ménages roumains auraient eu au moins un membre concerné par ces activités à l'étranger au cours des dix dernières années[3].

Il apparaît clairement, lors des entretiens avec ces migrants, que l'objectif n'est pas de fuir la Roumanie pour se construire une vie nouvelle ailleurs, mais plutôt de pallier temporairement les carences d'un système social et économique défaillant[4]. Les projets qui président aux premiers départs illustrent bien cet objectif : il s'agit souvent d'acheter un logement indépendant ou de réunir le capital pour créer une petite entreprise dans sa ville ou son village natal. Mais si ces projets sont révélateurs de l'état d'esprit dans lequel les mobilités voient le jour, ils ne circonscrivent pas l'ensemble du processus. En effet, bien souvent le premier départ, pensé comme unique en vue de servir un objectif précis, marque en fait le début d'une période plus longue durant laquelle les séjours à l'étranger vont se répéter, servant des buts divers. La migration devient alors un art de vivre dans l'alternance, entre un chez soi relativement confortable et un ailleurs indéfini.

## LES MIGRANTS DANS LE PROCESSUS DE TRANSITION

Il importe alors de saisir dans quelle mesure ces acteurs transnationaux participent à la transformation progressive de leur pays. En effet, depuis le début des années quatre-vingt-dix, la Roumanie vit de profonds changements : en passant d'une dictature dite communiste à un système capitaliste, elle s'est d'abord enfoncée dans une crise profonde avant de retrouver, à

[3] Dumitru Sandu, "Migratia transnational a romanilor din perspective unui recensamant comunitar", *Sociologie romaneasca*, 3-4 serie noua, 2000:5-52.
[4] Mirjana Morokvasic, "La mobilité transnationale comme ressource: le cas des migrants de l'Europe de l'Est", *Cultures et Conflits*, 33-34, Printemps-été 1999:105-122.

partir du début des années deux mille, un taux de croissance positif et une inflation maitrisée, même si le salaire moyen ne dépasse pas aujourd'hui les deux cents cinquante euros nets mensuels. Il ne s'agit pas ici de dresser un bilan économique des apports dus aux migrations mais plutôt, à partir d'observations concrètes, de pointer les différents aspects de la vie socio-économique sur lesquels, à l'échelle locale, l'activité migratoire a un impact certain. On peut ainsi dégager trois modalités par lesquelles les migrants, en jetant des ponts entre leur ville d'origine et des localités occidentales, changent l'ordre des choses en Roumanie : d'une part, cette activité engendre de nouveaux modes de vie pour les personnes migrantes et par là-même un autre **rapport à la consommation** lorsqu'elles se trouvent en Roumanie ; d'autre part, l'apparition d'un groupe social marqué par la migration et l'ascension sociale crée les conditions d'un certain affairisme au sein des classes moyennes qui favorise les **créations de petites entreprises** dans les communes de départ. Enfin, ces compétences transnationales peuvent être mises au service d'autres acteurs en vue de faciliter les échanges et notamment supporter **l'implantation d'entreprises étrangères** en Roumanie.

## *Un nouveau modèle consumériste*

Pour comprendre dans quelle mesure la migration en vient à faire évoluer les modes de consommation en Roumanie même, il faut avant tout revenir succinctement sur l'économie des ménages roumains. Dans la bouche de ces derniers, la transition d'un système politique à l'autre se résume ainsi : « *Avant on avait de l'argent mais les magasins étaient vides ; aujourd'hui les magasins sont pleins mais on n'a plus les moyens d'acheter le minimum vital* »[5]. En effet, si le salaire moyen est de l'ordre de 240€ nets mensuels en 2006, les prix des produits de consommation ne sont que légèrement inférieurs à ceux pratiqués en France. Cette situation conduit la plupart des ménages roumains à user de stratégies pour satisfaire leurs besoins quotidiens. Ainsi, l'économie informelle qui servait hier à compenser les difficultés d'approvisionnement du marché officiel est aujourd'hui une ressource précieuse pour pallier la chute du pouvoir d'achat. Celle-ci relève d'une part du marché noir, c'est-à-dire des échanges marchands qui, n'étant pas déclarés, échappent aux régulations étatiques et donc sur lesquels aucune taxe n'est prélevée. Les marchés en plein air où l'on trouve toute sorte de produits sont emblématiques de ce type de transactions. Cela concerne une part importante de la production agricole mais également de nombreuses marchandises sorties des

[5] Cette remarque a été entendue à de nombreuses reprises durant les enquêtes en Roumanie.

usines de façon non officielle ou encore des produits importés « à la valise »[6]. D'autre part, l'économie informelle se développe sous la forme d'emplois, et donc de revenus, non déclarés. Nombreuses sont les personnes qui cumulent plusieurs activités ou qui exercent leur travail en dehors du cadre de leur emploi salarié, comme un ouvrier-mécanicien qui, en fin de journée, répare les véhicules de ses voisins pour arrondir ses gages.

A ces transactions « au noir » s'ajoutent de très nombreux échanges qui, en dehors du système monétaire, reposent sur de la réciprocité. On échange ainsi autant les conserves de légumes issues des très nombreux jardins potagers privatifs que les trafics d'influence. A titre d'exemple, une personne peut faire intervenir un parent fonctionnaire pour accélérer une procédure administrative en échange de quoi elle pourra acheter de l'essence détaxé grâce à son obligé dont le frère est pompiste. L'économie parallèle ne se limite pas aux échanges de faible valeur ; elle touche tous les aspects de la vie domestique. Ainsi une personne a fait construire sa maison par un entrepreneur qu'elle a intégralement payé en bouteilles de Tsuica, un alcool artisanal de prune très prisé en Roumanie. Au-delà de la capacité à négocier en face-à-face[7], ces échanges imposent aux acteurs de prendre place dans un tissu relationnel étendu au sein duquel chacun oblige et est l'obligé de ses partenaires. La réciprocité n'étant pas nécessairement directe ni immédiate, il s'agit d'un mode de fonctionnement dans lequel les partenaires sont impliqués au quotidien et à long terme. En ce sens, cette forme d'échanges implique une sociabilité particulière : elle s'appuie sur –et maintient- des relations de proximité grâce auxquelles la confiance n'a plus à être éprouvée, tout en plaçant ses acteurs dans des situations d'interdépendance perpétuelle. Ainsi, si elle s'affranchie en partie du système monétaire, cette économie de subsistance nécessite un fort investissement temporel et relationnel. Ce système permet à des foyers dont le revenu officiel les place en dessous du seuil de pauvreté non seulement de se nourrir mais même de vivre dans des conditions décentes. Mais il déborde largement des classes sociales les plus pauvres pour s'étendre à l'ensemble de la population.

Or, si avant leur premier départ les migrants participent toujours à ces échanges, on s'aperçoit que leurs comportements évoluent lors de leurs retours. En effet, ces derniers ont tendance à dénigrer le marché informel pour se tourner vers une consommation perçue par

---

[6] Le commerce à la valise caractérise les importations de très petites quantités d'objets que les vendeurs-importateurs sont eux mêmes aller chercher sur les marchés étrangers et ont ramenés « dans leurs valises » cf. C. Aktar et N. Ôgelman, "Recent Developments in East-West Migration: Turkey and the Petty Traders", *International Migration*, 32-2, 1994:343-353.

[7] Michel Péraldi, "Introduction." in M. Péraldi, *Cabas et Containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve et Larose, MMSH, 2001.

eux comme typiquement occidentale. Les produits de consommation courante comme les aliments ou les vêtements sont alors prioritairement achetés en magasins disposés en libre-service, et de préférence dans les filiales de chaines commerciales étrangères. Dans la ville étudiée, c'est tout d'abord la superette de la station Total qui est devenue le lieu de ravitaillement privilégié des migrants de retour. Les cinquante mètres carrés de ce magasin représentaient à eux seuls le mode de consommation ouest-européen : le fait d'avoir un accès direct à des produits dont les emballages rivalisent en couleurs et en illustrations invitent les clients roumains à considérer les achats d'une manière nouvelle, ludique. En quelques années, les magasins Carrefour sont ainsi devenus le symbole de la modernité consumériste occidentale. En s'approvisionnant régulièrement dans ce type de magasins, bien que les prix soient nettement plus élevés que ceux des marchés traditionnels, les migrants de retours montrent à leurs concitoyens à quel point la migration a transformé leur vie. D'une part, elle leur offre les moyens financiers de se passer du marché noir qui est alors décrit comme l'héritage pitoyable d'une période révolue ; d'autre part elle les a habitués à une vie différente, plus moderne, qu'ils ont totalement intégrée dans leurs activités quotidiennes.

Que ces pratiques relèvent de la mise en scène en vue de servir l'image du migrant n'a que peu d'importance ici. Ce qui apparaît est que non seulement une partie des gains de la migration est réinvestie dans l'économie formelle, mais celle-ci est de plus fortement valorisée sur le plan symbolique. Par ces comportements, les migrants associent la promotion sociale à des pratiques consuméristes qui passent par les canaux officiels. Cette tendance tend désormais à dépasser le cercle migrant et, à l'échelle locale, contribue à réduire la part des échanges informels en favorisant un comportement plus conforme aux standards européens. Cette attitude tend à faire croitre la clientèle des commerces réguliers et par là-même à conforter leur situation économique. De ce point de vue, on peut considérer que la circulation migratoire contribue non seulement à faire évoluer les représentations des classes moyennes, mais qu'elles ont également un impact sur les comportements économiques des usagers.

## *Une émulation vers le capitalisme*

Mais si ces attitudes sont indéniable lorsqu'il s'agit des pratiques d'approvisionnement quotidiennes, il ne faudrait pas en conclure que l'intégralité des gains de la migration est investie dans l'économie régulière ou que les migrants renonceraient à se servir de leurs relations pour accéder à certaines ressources. A l'inverse, la migration enrichie le capital social des migrants qui devient particulièrement précieux dans l'environnement d'origine. En effet, la circulation migratoire crée en quelque sorte un groupe social dans les régions de

départ lié non seulement à l'expérience commune à l'étranger mais également au statut social du migrant en Roumanie. Les migrants semblent ainsi partager une histoire particulière qui crée du lien entre eux. Leur ascension sociale rapide et leur appartenance à un espace géographique étendu les amènent à se distinguer de leurs compatriotes et à se rassembler autour d'une culture commune. En Roumanie, les migrants s'entendent autour de deux marqueurs identitaires qui soudent le groupe : l'un tient à une expérience commune à l'étranger, l'autre repose sur la construction collective de l'image du migrant dans la région d'origine. Car si certains migrants s'entraident lors de leurs séjours à l'étranger, on n'observe pas durant ces périodes de forts sentiments d'appartenance à une communauté émigrée. Ce n'est vraiment que dans le pays d'origine que les migrants manifestent publiquement une identité collective qui se donne à voir dans l'espace public. Il n'est pas rare en effet de rencontrer des groupes de migrants dans les discothèques ou les bars à la mode. Ceux-ci sont particulièrement volubiles et expriment leur attachement à l'étranger par toutes sortes de détails, comme l'emploi de certains mots en français, anglais ou espagnol ; le port de tenues de marques occidentales ou encore les voitures, immatriculées à l'étranger même après plusieurs mois passés en Roumanie[8], garées en évidence devant ces établissements. Si ces manifestations publiques permettent aux migrants de donner à voir leur ascension sociale ; elles sont également utiles dans le domaine des affaires.

Les migrants ont généralement mis de coté un certain pécule en prévision de leur retour et, si une partie de cet argent va être consommé de façon ostentatoire, beaucoup d'entre eux chercheront à faire fructifier ce capital lorsqu'ils sont en Roumanie. C'est alors que l'appartenance au groupe social migrant peut s'avérer utile. En effet, les migrants trouvent parmi leurs pairs des partenaires de leur acabit : ceux-ci ont une capacité d'investissement plus ou moins équivalente à la leur ; sont ouverts à une certaine prise de risque ; peuvent généralement s'appuyer sur des partenaires à l'étranger et ont un but similaire : se maintenir à un certain niveau de vie. Dès lors, il est fréquent de voir des migrants participer ensemble à de petites affaires. Il s'agit souvent de « coups à faire », comme racheter le matériel d'une usine en faillite pour le revendre plus cher ; exporter une coupe de bois en Turquie ou encore revendre un lot de téléphones portables venus d'Allemagne. Mais cette dynamique qui favorise l'esprit d'entreprise conduit également de temps en temps à la création d'affaires plus pérennes. Ainsi, un migrant a ouvert une société de taxi à Bucarest : son premier séjour en France lui a permis d'acheter une voiture, pour laquelle il prit un salarié comme chauffeur,

[8] Plusieurs personnes interrogées ont dit avoir soudoyé la police pour conserver l'immatriculation étrangère au-delà du délai légal.

afin de repartir à l'étranger et rassembler les fonds pour acheter un deuxième véhicule. Certaines de ces entreprises, comme l'exemple cité, ont été pensées avant le premier départ et la migration a été entreprise pour servir ce but, mais d'autres voient le jour à la faveur d'opportunités directement issues de l'expérience à l'étranger. Ainsi un jeune homme parti travailler quelques mois dans l'agriculture Andalouse revint en Roumanie pour ouvrir une entreprise d'exportation de jardinière qu'il vendait directement à son ancien employeur espagnol via un compatriote resté sur place.

La migration ne pourvoit pas seulement les moyens économiques pour démarrer ce type d'entreprise, elle développe chez les migrants des compétences comme la capacité à négocier, à se débrouiller dans des situations d'incertitude, à tirer profit des zones d'ombre laissées par les pouvoirs publics, de façon à gagner une certaine marge de manœuvre. De la même façon, Taylor relève un effet indirect des migrations sur l'entreprenariat : parce qu'ils accumulent un certain capital, ils peuvent servir de garantie financière à des proches[9]. En ce sens, même si elle n'est pas engagée directement, l'existence d'une épargne vers laquelle se tourner en cas de faillite encouragerait la prise de risque de la part de personnes qui ne sont pas elles-mêmes parties prenantes de la migration. Il apparaît donc clairement que, même si beaucoup de ces sociétés ont une durée de vie limitée, la circulation migratoire soutient le développement d'un capitalisme de petite échelle reposant sur l'initiative individuelle dans un pays où la majorité du secteur privé tient à la privatisation de très grandes entreprises d'Etat et aux investissements étrangers.

## *Des agents de liaison*

Enfin, les migrants peuvent être considérés comme des éléments stratégiques de ces investissements étrangers. Leur culture transnationale leur permet en effet de faire le lien entre des entreprises ou des investisseurs étrangers et la société roumaine. Leurs compétences peuvent être mobilisées à plusieurs niveaux. Stocchiero souligne ainsi le rôle des migrations dans la région du Veneto en Italie, dans le processus de délocalisation-relocalisation de l'industrie du vêtement italienne dans la région de Timisoara-Arad[10]. L'étude insiste sur le lien qui peut être établi entre la venue de travailleurs clandestins roumains dans la province italienne au cours des années quatre-vingt-dix et, dans un deuxième temps, la délocalisation massive du secteur de l'habillement en Roumanie.

---

[9] Edward J. Taylor, "The New Economics of Labour Migration and the Role of Remittances in the Migration Process", *International Migration*, 37, 1, 1999:63-88.

[10] A. Stocchiero, "Migration Flow and Small and Medium Sized Enterprise Internationalisation between Romania and the Italian Veneto Region." Centro Studi Politica Internazionale, 2002.

Une approche qualitative permet d'affiner le rôle joué par les migrants. Non seulement ils connaissent plusieurs langues, mais ayant vécu dans l'environnement d'origine de l'entreprise, ils sont à même d'anticiper les difficultés et les attentes des entrepreneurs étrangers en Roumanie. Ils pourront ainsi être d'un grand secours face aux rigidités administratives roumaines et sauront négocier avec les pouvoirs publics ou les partenaires éventuels des entreprises naissantes. Pour un petit investisseur étranger, le soutien d'une personne de confiance dans le pays s'avère essentiel. En outre, quelles que furent leurs occupations durant leurs séjours dans l'Union Européenne, celles-ci les ont amenés à travailler dans un environnement qui contraste avec celui des entreprises d'Etat postcommunistes. Même relégués aux postes les plus dépréciés, ils ont dû se conformer à l'organisation occidentale du travail, accepter les règles de l'entreprise, témoigner d'un investissement certain, souvent se soumettre à des horaires intensifs, parfois faire preuve d'initiatives, etc. Or, ces dispositions ne vont pas de soi dans un pays où durant plusieurs décennies le travail était obligatoire, le sureffectif de salariés la règle générale, l'inactivité due aux manques de matières premières relativement fréquente et la spoliation de l'entreprise une façon normale de compenser les défaillances du système. Encore aujourd'hui, le comportement attendu d'un employé d'une grande entreprise roumaine, comme la Société Nationale des Chemin de Fer Roumains, reste éloigné du concept du jeune employé dynamique au service du client, promu par Carrefour ou McDonald. Les entreprises étrangères exigent donc de la part de leurs salariés roumains une certaine adaptation. Celle-ci est favorisée par un niveau de salaire supérieur à celui des entreprises locales mais nécessite, sur le terrain, un travail de fond, au plus près des employés dans la mesure où il s'agit de leur faire intégrer une éthique du travail récemment importée en Roumanie. Les migrants, qui ont eux-mêmes dû s'adapter à un environnement de travail auquel ils n'étaient pas accoutumés durant leur séjour à l'étranger, sont particulièrement disposés à transmettre les exigences des entreprises étrangères aux salariés roumains. Ils connaissent les habitudes de travail en Roumanie et peuvent anticiper les difficultés que risque de poser une gestion du personnel à l'occidentale.

Une jeune femme racontait ainsi qu'elle avait travaillé durant plus d'une année dans une entreprise de confection de chaussures dans la région de Milan. Quand cette société a délocalisé une partie de sa production en Roumanie, on lui a demandé de participer d'abord à la phase de prospective, durant laquelle elle a servi d'interprète puis de relais auprès des administrations locale. Dans un deuxième temps, quand l'usine a ouvert ses portes, elle est devenue responsable du personnel et faisait le lien entre les patrons italiens et les ouvriers

roumains. En plus du recrutement, son rôle consistait à faire passer les attentes de l'entreprise auprès de ses nouveaux salariés. Ses deux principaux objectifs au moment de notre rencontre étaient de mettre un terme aux nombreuses absences imprévues et injustifiées des employés, qui perturbaient sensiblement les rythmes de production, et d'éviter les vols de matières premières et de produits finis. Elle témoignait alors de la difficulté à mettre en place une éthique du salarié qui semblait aller de soi en Italie. En même temps, elle n'était en rien surprise par ces obstacles et postulait que si les nombreux migrants roumains parvenaient sans difficulté à s'adapter à l'esprit de l'entreprise en Italie, il devait être possible de « *faire évoluer les mentalités en Roumanie aussi* ». Or, c'est bien cela qui est attendu des migrants : jouer le rôle de pont entre des cultures différentes mais qui tendent à se rapprocher. Le recours au migrant permet ainsi d'éviter l'incompréhension entre des employeurs étrangers qui appréhenderaient probablement difficilement l'attitude de leurs employés et des salariés qui ne seraient pas habitués à satisfaire ce type d'exigences dans le cadre de leur emploi.

## CONCLUSION

Mon propos dans ce texte ne consiste nullement à me faire le chantre du modèle de société occidentale ; il ne m'appartient pas de juger si le processus dit de transition qui tend à faire évoluer un pays marqué par la référence au communisme vers un mode d'organisation capitaliste est globalement positif[11]. Simplement, tandis que les migrations sont souvent abordées comme un frein à l'intégration européenne[12] ou comme une désertion au moment où le pays a besoin de toutes ses forces, l'analyse souligne la contribution des migrants aux changements économiques et sociaux ayant cours en Roumanie. On montre ainsi que les gains financiers renvoyés dans les zones de départs, *remittances* dans la littérature anglo-saxonne, ne sont pas les seuls apports des migrants à leur pays. Au cours de leurs pratiques de circulation transnationale, ces derniers acquièrent des comportements, des savoirs et des compétences qui sont également réinvestis dans les régions d'origine. Ainsi, loin des projets de collaboration internationale ou des programmes d'échanges culturels soutenus par les ministères, les réseaux migrants sont le support d'une culture paneuropéenne qui pénètre progressivement des pays maintenus encore aujourd'hui aux marges de l'Union Européenne.

---

[11] Selon des sondages publiés par la presse roumaine en 1999, 60% de la population estimait que, malgré la dictature, « c'était mieux avant », Catherine Durandin, *Roumanie: un piège?* Editions Hesse, coll. Ister, 2000 :10.

[12] Le « potentiel migratoire » de la Roumanie a souvent fait débat dans les négociations en vue de l'adhésion à l'Union Européenne, voir le site internet consacré à l'élargissement de l'UE : http://ec.europa.eu/enlargement.